

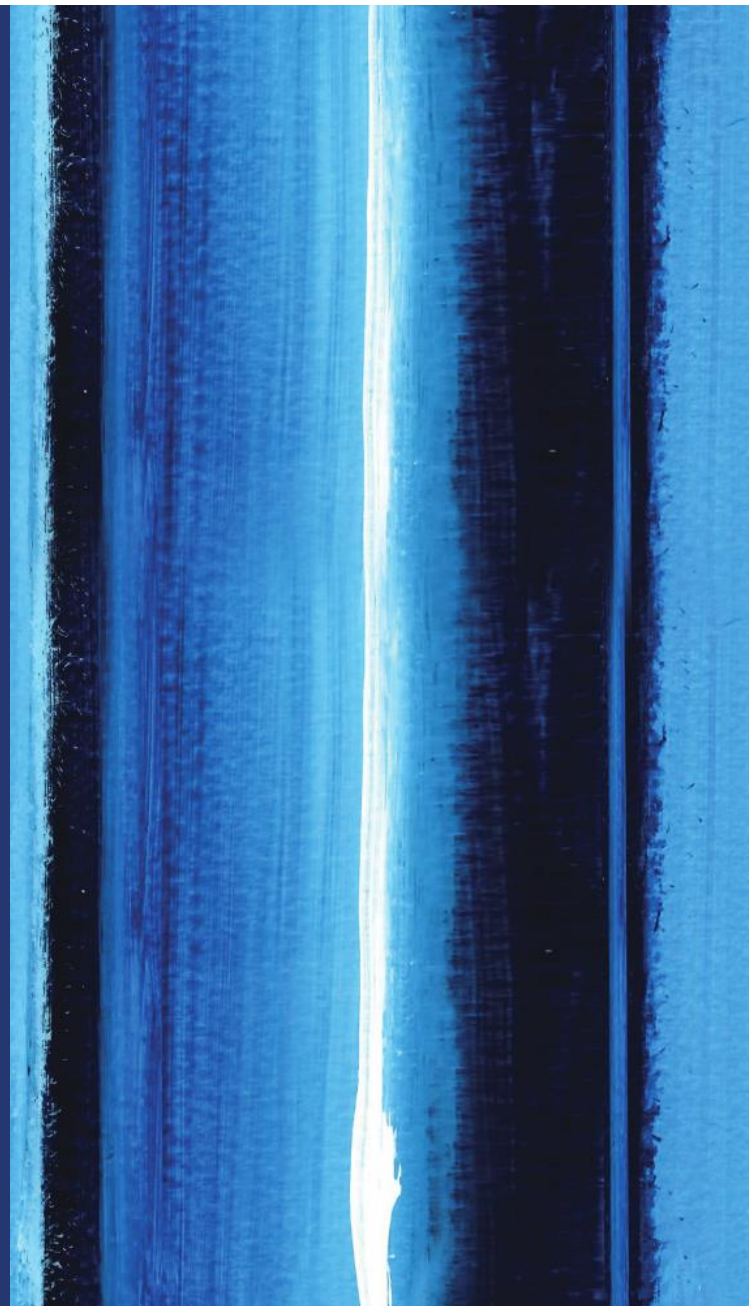
# LA RELATION UNION EUROPÉENNE - CHINE

## De la naïveté au réalisme

*Alexis WILLEMOT*

*Sous la direction de  
Denis STOKKINK*

NOTES D'ANALYSE | JUIL 19  
**Participation citoyenne**





COMPRENDRE POUR AGIR

LA RELATION UNION EUROPÉENNE - CHINE  
De la naïveté au réalisme

*Alexis WILLEMOT*  
*Sous la direction de Denis STOKKINK*

# SOMMAIRE

AVANT-PROPOS 2

INTRODUCTION 3

## I. Présence économique chinoise 4

1. Les investissements chinois 4

2. Le déficit commercial 5

3. L'achat de la dette publique 5

4. La stratégie *Made in china 2025* 6

5. Les *Nouvelles routes de la soie* 7

## ii. La Chine en Europe 9

1. Historique 9

2. État de la situation 9

2.1. Situation de la Grèce 10

2.2. Situation du Portugal 11

2.3. Situation de l'Italie 11

2.4. Coopération 16+1 11

3. Conclusion 12

## iii. Nouvelle approche européenne 13

1. Préambule 13

2. Changement de paradigme 13

3. Position des institutions 14

3.1. Le Parlement européen 14

3.2. La Commission européenne 14

3.2.1. Instrument de contrôle des investissements 15

CONCLUSION 17

BIBLIOGRAPHIE 19

# AVANT-PROPOS

Face à une stratégie chinoise d'expansion, l'Europe s'est montrée extrêmement naïve. Toutefois, adopter une politique de l'autruche et un discours relativiste, sous le prétexte que la Chine est un partenaire indispensable, constituerait une grave erreur. Ceci mettrait à mal l'identité et les valeurs propres à l'Europe. De plus, il s'agirait d'une erreur d'autant plus importante qu'il est impossible d'estimer combien de temps durera l'ascension chinoise ni jusqu'où elle ira<sup>1</sup>.

L'Union européenne est confrontée à une Chine qui, sous Xi Jinping, favorise ses relations bilatérales avec les différents États membres. La Chine tente d'éviter les institutions de l'Union européenne, ce qui l'amène à ignorer de nombreuses réalités de terrain. Malgré le recours à une tactique du « diviser pour régner », la Chine n'arrivera pas à isoler l'UE dans son archipel de norme et de règles de l'état providence. D'autant plus que ces pratiques commerciales parfois impitoyables et sa diplomatie économique progressivement impérialiste sont de plus en plus craintes<sup>2</sup>.

Toutefois, même si l'Union européenne est désormais plus réaliste, elle doit passer à la vitesse supérieure. Ceci est crucial, car en l'absence d'une stratégie unifiée, nous déplorons des pertes d'emplois, d'entreprises et d'influence stratégique pour les années à venir<sup>3</sup>.

Solidairement vôtre,

Denis Stokkink

---

<sup>1</sup> François Godement et Abigaël Vasselier (2018), *La Chine à nos portes Une stratégie pour l'Europe*, Odile Jacob, p.7.

<sup>2</sup> Ibid. p.12.

<sup>3</sup> Neena Gill (2018), «*It's time for a united Europe to stand up to China*», *Friends of Europe*, <https://bit.ly/2Vwjou9>.

# INTRODUCTION

Entre le 22<sup>e</sup> sommet Chine-UE et le sommet 16 +1<sup>4</sup>, qui s'est tenu dans une atmosphère bien plus cordiale, la deuxième semaine d'avril 2019 fut marquée par la relation Chine-UE. Ceci révèle la recherche d'influence en Europe de la part de Pékin.

Face à une stratégie chinoise d'expansion, l'Europe s'est montrée extrêmement naïve. Bruxelles n'a pas adopté une approche proactive, dans le cadre d'une stratégie à long terme et d'un agenda global. Quand l'Union européenne (UE) est généralement ouverte à tous les investissements chinois (à l'exception du secteur sensible de la défense), la Chine évalue chaque investissement étranger au cas par cas. En 2016, Pékin se classait au 59e rang des pays les plus restrictifs à l'investissement étranger sur les 62 économies de l'indice OCDE. Il n'est donc pas surprenant que les entreprises chinoises aient investi quatre fois plus dans l'acquisition d'entreprises européennes qu'inversement en 2016. Une année qui fut marquée par une augmentation de 76 % des investissements chinois dans l'UE, avec notamment un investissement de 4,4 milliards d'euros dans la société allemande de robotique Kuka. En Grèce, la Chine a misé sur la profonde méfiance à l'égard des politiques d'austérité de l'UE et a transformé le port du Pirée en une plaque tournante des « Nouvelles routes de la soie »<sup>5</sup>.

En Europe, les investissements chinois ne sont pas moins agressifs ni stratégiques que ceux entrepris dans les pays en développement. De plus, Pékin veille à développer ses relations bilatérales avec les différents États membres, et ce au détriment de la Commission. Ceci engendre une influence chinoise croissante dans les pays les moins riches de l'UE, en particulier en Grèce.

**« If you're down and someone slaps you and someone else gives you an arm, who will you help – the one who helped you or the one who slapped you? »**

**- Costas Douzinas, président du Comité des affaires étrangères et de la défense du Parlement grec<sup>6</sup>.**

Tandis que les pays européens profitent de toute opportunité de bénéfice et de développement rapide, la Chine joue un jeu à long terme. Il est crucial que l'Europe revoie son approche et adopte une vision commune. Depuis trop longtemps, l'Europe a permis à la Chine d'éviter la réciprocité<sup>7</sup>. Cependant une réaction plus ferme et commune face à cette prise de contrôle stratégique par la Chine d'industries clés de l'Union européenne commence à se développer.

<sup>4</sup> Le Format « 16+1 » est composé de la Chine et de 16 pays d'Europe centrale et orientale : Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque Slovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Slovénie, Croatie, Serbie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Albanie et Macédoine.

<sup>5</sup> Neena Gill (2018), « *It's time for a united Europe to stand up to China* », *Friends of Europe*, <https://bit.ly/2Vwjou9>.

<sup>6</sup> Jason Horowitz et Liz Alderman, « Chastised by E.U., a Resentful Greece Embraces China's Cash and Interests », *The New York Times*, août 2017, <https://nyti.ms/2C8ZCaD>.

<sup>7</sup> Neena Gill (2018), « *It's time for a united Europe to stand up to China* », *Friends of Europe*, <https://bit.ly/2Vwjou9>.

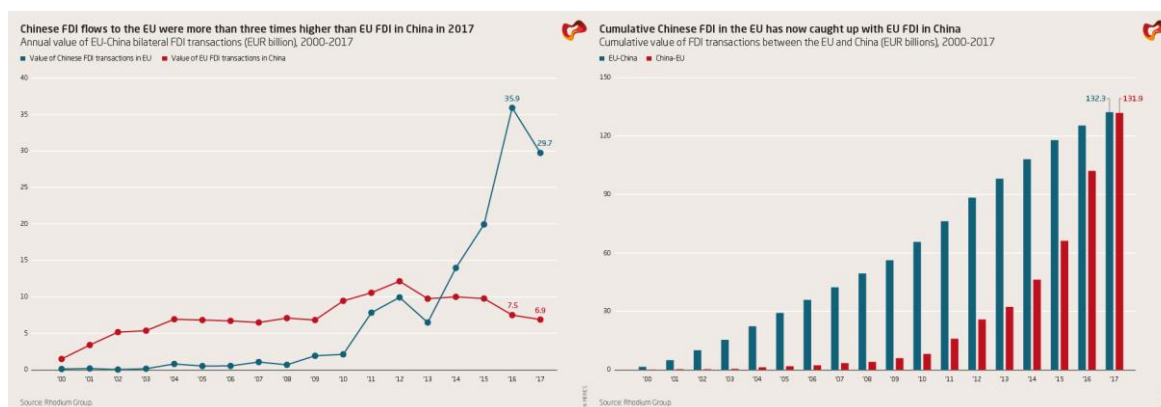
# I. PRÉSENCE ÉCONOMIQUE CHINOISE

## 1. LES INVESTISSEMENTS CHINOIS

Alors qu'en 2005 les investissements directs étrangers (IDE) chinois en Europe étaient pratiquement inexistantes ; depuis 2006, ces derniers ont connu une progression exponentielle<sup>8</sup>. En 2016, les IDE chinois ont atteint 35,9 milliards d'euros. Cet accroissement est souvent interprété comme une menace, en Europe. Selon le think tank *Conseil européen des relations internationales*, la Chine *se précipite pour l'Europe*. Certains projets d'investissement chinois ont d'ailleurs été bloqués parce qu'ils pourraient lui octroyer une implémentation stratégique<sup>9</sup>.

Indépendamment de cette vision alarmiste, les graphiques ci-dessous réalisés par le groupe Rhodium<sup>10</sup>, illustrent clairement deux tendances concernant les flux des IDE depuis 2013 :

- Une nette inversion de la tendance vis-à-vis des IDE en 2014. Les IDE chinois vers l'Europe ont pour la première fois dépassés les IDE européens à destination de la Chine.
- Quasiment inexistant en 2000, la valeur cumulée des IDE chinois en Europe a finalement dépassé leur équivalent européen en Chine en 2017.<sup>11</sup>



La géographie des IDE chinois permet de diviser l'Europe en trois espaces distincts : **les pays les plus industrialisés** (Allemagne/Royaume-Uni/France/Suède/Pays-Bas) où ces derniers se concentrent sur l'acquisition de marques prestigieuses, **les pays les plus touchés par la crise de la zone euro** (Portugal, Espagne, Italie, Grèce), où ils se concentrent sur l'achat d'infrastructures et de services financiers ; et **les pays périphériques**, concernés par les projets d'investissement lié aux « Nouvelles routes de la Soie »<sup>12</sup>.

Toutefois, d'autres puissances, notamment les États-Unis disposent d'une présence européenne bien plus importante<sup>13</sup>. Selon les chiffres de la Commission européenne, les États-Unis et le Canada contrôlent 29 % des entreprises qui n'appartiennent pas à l'UE en 2016, alors que la Chine, Hong Kong

<sup>8</sup> Sophie Meunier, « A Faustian bargain or just a good bargain? Chinese foreign direct investment and politics in Europe », *Asia Europe Journal*, Springer, vol. 12(1), mars 2014.

<sup>9</sup> Shixue J. (2013), «Chinese investment in the EU: a win-win game», A view from China, *EPC*. p.3, <https://bit.ly/2JAWDy1>.

<sup>10</sup> Thilo Hanemann & Mikko Huotari (2018), «EU-China FDI: working towards reciprocity in investment relations», *Groupe Rhodium et l'institut Mercator pour l'étude de la Chine*, pp.16-17.

<sup>11</sup> François Godement et Abigaël Vasselier, *La Chine à nos portes Une stratégie pour l'Europe*, Paris, Odile Jacob, 2018, p.61.

<sup>12</sup> Eric-andré Martin (2019), « L'Union Européenne va-t-elle se Laisser acheter ? Le filtrage des investissements étrangers en Europe », *IFRI*, p.14.

<sup>13</sup> Shixue J. (2013), «Chinese investment in the EU: a win-win game», A view from China, *EPC*. p.3, <https://bit.ly/2JAWDy1>.

et Macao n'en contrôlaient que 9,5 %<sup>14</sup>. De plus, ces investissements ne représentent que 5 % des IDE à destination de l'UE (309 sur 5 845 projets selon Ernst & Young)<sup>15</sup>.

Les IDE auront des effets à moyen et long terme sur la compétitivité et la répartition des chaînes de valeurs, dont les Chinois tentent de gravir les échelons<sup>16</sup>. À long terme, les investissements chinois pourraient entraîner deux situations. Premièrement, ils pourraient engendrer une concentration des activités à forte valeur ajoutée en Chine. Une concentration qui affaiblirait la compétitivité de l'Europe. Deuxièmement, ils mettent en avant le risque d'un contrôle possible par des entreprises chinoises de technologies clés dans de nombreux secteurs d'activité<sup>17</sup>.

La situation est clairement synthétisée par le ministre allemand de l'Économie : « *La question de la souveraineté industrielle et technologique et de la capacité de notre économie constitue le défi crucial pour préserver la viabilité de notre pays* »<sup>18</sup>.

## 2. LE DÉFICIT COMMERCIAL

---

La Chine est la plus grande source d'importations de l'Union européenne et son deuxième marché d'exportation. La Chine et l'Europe négocient en moyenne plus d'un milliard d'euros par jour<sup>19</sup>. Or, cette relation commerciale cruciale pour les deux partenaires est aussi marquée par un déficit commercial sans précédent. En effet, ces relations sont marquées par un profond déséquilibre commercial à l'avantage de la Chine. Ce dernier ne cesse d'augmenter (17 millions d'euros par heure), pour atteindre 185 milliards d'euros en 2018<sup>20</sup>. Alors que la Chine s'est implantée dans de nombreux domaines de l'économie européenne, les portes de son marché national restent extrêmement fermées aux entreprises européennes<sup>21</sup>.

## 3. L'ACHAT DE LA DETTE PUBLIQUE

---

Afin d'analyser le plus finement possible la présence économique chinoise en Europe, il est crucial de prendre en compte les investissements de cette dernière dans les dettes publiques des États membres. Toutefois, il s'agit d'une analyse bien complexe et qui est confrontée à de multiples obstacles.

En dépit de multiples commentaires dans la presse selon lesquels la Chine a accru ses réserves de dette italienne, espagnole, irlandaise, portugaise et grecque, la vérité est bien plus opaque. Personne n'a connaissance avec certitude du montant de la dette européenne détenue par la Chine. Contrairement aux États-Unis, les pays européens ne divulguent pas les détenteurs de leurs dettes. Ceci leur permet de prétendre que la Chine y investit sans le prouver de même pour la Chine. Ainsi, il est uniquement possible d'estimer les achats chinois<sup>22</sup>.

En 2011, au plus fort de la crise de l'euro, la Banque centrale européenne (BCE) n'avait aucun moyen de connaître le montant de la dette des États membres détenu par des acheteurs étrangers, y compris la Chine. De plus, elle ne connaissait point le pourcentage des importantes réserves de change chinois qui

---

<sup>14</sup> Jorge Valero, «EU urges China to progress on demands to dispel "frustration"», *Euroactiv*, mars 2019, <https://bit.ly/2Vwgky9>.

<sup>15</sup> François Godement et Abigaël Vasselier (2018), *La Chine à nos portes Une stratégie pour l'Europe*, Odile Jacob, p.61.

<sup>16</sup> Seaman J., Huotari M. & Otero-Iglesias M. (2017), « Chinese Investment in Europe A Country-Level Approach », ETNC Report, *ETNC*, p.172, <https://bit.ly/30fYM8f>.

<sup>17</sup> Jost Wübbeke, et al., "MADE IN CHINA 2025 The making of a high-tech superpower and consequences for industrial countries", *Institut Mercator pour l'étude de la Chine*, décembre 2016, p.51. <https://bit.ly/2VC62bR>

<sup>18</sup> P. Altmaier (2019), *National Industrie strategie 2030*, ministère fédéral allemand de l'Economie.

<sup>19</sup> European Commission, Countries and regions : China, <https://bit.ly/1tHny8>.

<sup>20</sup> Shambaugh D. (2007), «The 'China Honeymoon' is Over», institut *Brooking*, <https://brook.gs/2Q3pM5Y>.

<sup>21</sup> Ibidem.

<sup>22</sup> Otero-Iglesias M. (2014), «The euro for China: too big to fail and too hard to rescue», *Royal Institute elcano*, <https://bit.ly/2VzrhyN>.

étaient possédées en euros. L'Union européenne ne dispose toujours pas d'un décompte fiable des investissements étrangers, qu'ils soient financiers, de fusions et acquisitions ou de l'immobilier<sup>23</sup>.

Toutefois, sur base des études publiées en 2011 et 2012 par la Standard Chartered Bank, la Bank of America-Merrill Lynch et la Bank of New York Mellon, il est clair que la Chine a considérablement diversifié ses réserves de change entre juin 2010 et juin 2011. Les actifs libellés en dollars américains sont passés de près de 65 % à 54 % du total des achats, l'euro étant le bénéficiaire de ce transfert<sup>24</sup>.

La Chine est entrée modestement dans la zone euro, au plus fort de la crise de la zone euro. Elle a acheté une petite quantité d'obligations espagnoles et promis l'achat de titres grecs et portugais pour un montant maximal de 5 milliards d'euros. Il est de plus en plus évident que Pékin a eu recours à des agences financières et à des fonds spéculatifs basés à Londres pour acheter de la dette souveraine à la fois à certains États membres et directement à la Banque Centrale Européenne<sup>25</sup>.

## 4. LA STRATÉGIE *MADE IN CHINA 2025*

La stratégie *Made in China 2025* adoptée en 2015 met l'accent sur l'innovation et la maîtrise de la chaîne de valeur et fixe des objectifs ambitieux. Notamment, elle vise à augmenter la part de la valeur ajoutée produite en Chine d'environ 20 % en 2015 jusqu'à 70 % en 2025<sup>26</sup>. Pékin souhaite s'assurer une suprématie technologique par la maîtrise des technologies émergentes. La Chine désire rattraper puis surpasser les pays occidentaux dans les industries de pointe et développer dans dix secteurs de hautes technologies, présentés ci-dessous, des champions nationaux<sup>27</sup>. Or ces derniers sont majoritairement des entreprises étatiques, tout particulièrement dans les secteurs jugés stratégiques<sup>28</sup>.

Les dix industries clés de la stratégie <i>Made in China 2025</i>	
Les véhicules à basse consommation	Les nouvelles technologies de l'information
Les équipements électriques	La robotique et les automates
Les nouveaux matériaux	L'aérospatial
L'équipement agricole	L'ingénierie navale
Les Biotechnologies	L'ingénierie ferroviaire

Ceci est important, car plus de deux tiers des acquisitions chinoises en Europe ont été réalisés par des entreprises étatiques (entre 2000 et 2014). Ces investissements visent principalement une recherche du savoir-faire en vue d'assurer une meilleure maîtrise de la chaîne de production des nouvelles technologies. Cette pratique fut déjà utilisée dans les années 2000, sous la politique du *Going out*<sup>29</sup>. Une politique initiée en 1999, et qui a défini trois axes majeurs : l'accès à des matières premières, l'accès à des marchés solvables, l'acquisition d'actifs (technologies et savoir-faire)<sup>30</sup>. Tout ceci nourrit les suspicions relatives à des distorsions de concurrence au détriment d'entreprises européennes<sup>31</sup>.

<sup>23</sup> John Fox et François Godement, *A Power Audit of EU-China Relations*, ECFR, 2009, p.39.

<sup>24</sup> Otero-Iglesias M. (2014), «The euro for China: too big to fail and too hard to rescue», *Royal Institute elcano*, <https://bit.ly/2VzrhyN>.

<sup>25</sup> Inotai, A. (2013), «Economic relations between the European Union and China», *L'Europe en Formation*, 370 (4), p.76.

<sup>26</sup> Alice Eckman (2018), *La Chine dans le Monde*, Paris, CNRS, p.83.

<sup>27</sup> MCBride J. (2018), «Is 'Made in China 2025' a Threat to Global Trade? », CFR Backgrounder, *CFR*.

<sup>28</sup> A. Garcia-Herrero et J. XU (2017), «How to Handle State Owned Enterprise in EU-China Investment Talks», *Bruegel*, n°18.

<sup>29</sup> Alice Eckman (2018), *La Chine dans le Monde*, Paris, CNRS, p.88.

<sup>30</sup> Eric-andré Martin (2019), «L'Union européenne va-t-elle se Laisser acheter ? Le filtrage des investissements étrangers en Europe», *IFRI*, p.14.

<sup>31</sup> A. Garcia Herrero, et al. (2017), «EU-China Economic Relations to 2025», Rapport conjoint par Brueghel, Chatham House, China center for international economic exchanges et l'Université Chinoise de Hong-Kong.



## 5. LES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE

Depuis la fin de 2013, la Chine a lancé l'initiative des *Nouvelles routes de la soie*. Il s'agit d'un vaste plan qui vise à promouvoir le développement d'infrastructures en Afrique, en Asie et en Europe grâce à un financement chinois. De 2014 à 2017, plus de 120 milliards de dollars de prêts ont financé des projets allant des autoroutes aux chemins de fer en passant par les centrales électriques<sup>32</sup>. Ces *Nouvelles Routes de la soie* font écho à la route commerciale qui reliait autrefois la Chine à l'Europe via l'Asie centrale et du sud. Cependant, par bien des mesures, ces nouvelles routes s'avèrent bien différentes<sup>33</sup>.

Les « Nouvelles routes de la soie » représentent la dernière venue dans la vaste série d'initiatives économiques internationales lancées par la Chine. Cependant, elle pourrait bien se révéler la plus ambitieuse et répond à une vision géopolitique et géoéconomique claire du Président chinois Xi Jinping, qui l'a lancée en octobre 2014. Seulement cinq ans après son lancement, elle est devenue le cadre des relations économiques de la Chine avec près de la moitié des pays du monde. Ce cadre présenté par Xi Jinping dans ses discours a servi de base à une centaine de protocoles d'accord entre la Chine et les pays participants<sup>34</sup>.

La majeure partie des accords signés dans le cadre des « Nouvelles Routes de la Soie » et leur implémentation sont attribués à des entreprises d'État chinoises, fortement soutenues par les banques d'État, telles que la *China Construction Bank* ou bien encore l'*Industrial and Commercial Bank of China*. Peu d'investisseurs privés sont désireux de souscrire à des projets d'infrastructure qui peuvent s'avérer risqués sur le long terme, mais que les entreprises publiques chinoises entreprennent avec enthousiasme. Or ces entreprises étatiques tendent à favoriser des fournisseurs chinois plutôt que locaux. Selon de nombreux critiques, cette initiative ne serait pas vraiment une initiative commerciale ou de développement, mais représenterait davantage une volonté de Pékin de renforcer son influence<sup>35</sup>. Il s'agit d'un outil économique et politique, qui sert à défendre les intérêts chinois<sup>36</sup>. L'objectif est de renforcer les infrastructures tout en augmentant l'influence politique de la Chine<sup>37</sup>. Dans ce but, Pékin recourt au commerce, aux investissements et aux prêts comme outils d'influence politique.

Cette initiative représente un défi intellectuel et même idéologique, car la Chine cherche à promouvoir sur le plan économique ce qu'elle appelle la « solution chinoise » par opposition au « consensus de Washington »<sup>3839</sup>. La Chine promeut depuis 2016 un modèle de développement et de gouvernance alternatif et se présente comme un exemple à suivre (planification économique centrale, rôle particulièrement fort de l'État dans l'économie, création de zones économiques spéciales, etc.)<sup>40</sup>. Il est important dans ce cadre de souligner l'avis exprimé par l'ancien Secrétaire à la Défense des États-Unis Jim Mattis.

<sup>32</sup> Benn Steil et Benjamin Della Rocca, «Belt and Road Tracker», Council on Foreign Relations, <https://on.cfr.org/2VZwVfVf>.

<sup>33</sup> Fléchet G. (2017), «La Chine trace les nouvelles routes de la soie», *CNRS le Journal*, <https://bit.ly/2GRTLf3>.

<sup>34</sup> Baltensperger M. et Dadush U. (2019), « The Belt and Road Turns Five. », Bruegel Policy Contribution, *Institut Bruegel*, p.11, <https://bit.ly/2wD5BTB>.

<sup>35</sup> Ibidem.

<sup>36</sup> Crookes Paul Irwin (2019), «Achieving cooperation through connectivity in EU-China relations: the BRI and beyond», *Friends of Europe*, <https://bit.ly/2vX5guK>

<sup>37</sup> Giovanni Grevi (2017), «From presence to influence: new patterns for the US and China? », *Royal Institute Elcano*, <https://bit.ly/2HiMBjE>.

<sup>38</sup> Le consensus de Washington est défini par les éléments suivants : **Discipline fiscale, Priorités pour les dépenses publiques** vers l'éducation, la santé et le développement des infrastructures, **Réforme fiscale, Taux d'intérêt défini** par les marchés financiers nationaux, **Taux de change compétitif, Libéralisation du commerce**, Encouragement des **Investissements directs étrangers, Privatisations des entreprises, Droits de propriété** appliqués.

<sup>39</sup> Andrés Ortega (2015), «The New Silk Road: grand geopolitical engineering», *Royal Institute Elcano*, disponible sur <https://bit.ly/2LZFYMi>.

<sup>40</sup> Alice Eckman (2018), *La Chine dans le Monde*, Paris, CNRS, p.16.

**« Il est « clair que la Chine et la Russie, par exemple, veulent pour façonner un monde conforme à leur modèle autoritaire — obtenir le droit de veto sur les décisions économique, diplomatique et de sécurité d'autres nations — pour promouvoir leurs propres intérêts sur le terrain aux dépens de leurs voisins, de l'Amérique et de nos alliés ».**

**- Jim Mattis, ancien Secrétaire à la Défense des États-Unis<sup>41</sup>**

Dès lors, l'initiative des *Nouvelles routes de la soie* n'a pas reçu un accueil positif dans les cercles européens. En avril 2018, la majorité des ambassadeurs de l'UE en Chine avaient signé un rapport critique sur les principes de fonctionnement liés aux projets d'infrastructures *des Nouvelles routes de la soie*. Ce rapport les présentait comme inévitables et déséquilibrés. L'UE craint que ces projets menés par la Chine ne respectent pas les normes environnementales, ignorent le risque d'endettement des économies bénéficiaires et perpétuent des pratiques déloyales dans les procédures d'octroi des marchés<sup>42</sup>.

Lors de son discours à la conférence de la Sécurité de Munich de 2018, le ministre allemand des Affaires étrangères, Sigmar Gabriel a clairement saisi le défi que représente la Chine vis-à-vis de l'Union européenne.

**« L'essor de la Chine se traduira par un changement radical de l'équilibre des pouvoirs. L'initiative en faveur d'une Nouvelle Route de la soie n'est pas ce que certaines personnes en Allemagne pensent qu'elle est, ce n'est pas un clin d'œil sentimental à Marco Polo, mais plutôt une tentative de mettre en place un système global permettant de façonner le monde selon les intérêts de la Chine. Cela a depuis longtemps cessé d'être une simple question d'économie. La Chine élabore une alternative systémique complète au modèle occidental qui, contrairement au nôtre, n'est pas fondée sur la liberté, la démocratie et les droits de l'Homme. »**

**- Sigmar Gabriel, Discours de la conférence de la Sécurité de Munich<sup>43</sup>**

---

<sup>41</sup> Jim Mattis (2018), « resignation letter », <https://bit.ly/2W4nLMi>.

<sup>42</sup> Paul Irwin Crookes (2019), Op. cit.

<sup>43</sup> Discours de Sigmar Gabriel, ministre des Affaires étrangères allemand, à la conférence de Munich sur la sécurité 17 février 2018, <https://bit.ly/2VoHG4h..>

## II. LA CHINE EN EUROPE

### 1. HISTORIQUE

La coopération entre la Chine et l'Union européenne a débuté en 1975, par une reconnaissance diplomatique mutuelle. Depuis, cette relation n'a cessé de se développer tant sur le plan économique que sur le plan politique. Cependant, la stratégie employée par la Chine vis-à-vis de l'Union européenne a fortement évolué. Pékin a pris conscience des faiblesses de l'UE (tant organiques que politiques), qu'elle exploite à son avantage. La Chine met ainsi l'accent sur des relations bilatérales avec les différents États membres. Ceci au mépris de sa relation avec les institutions de Bruxelles<sup>44</sup>. En 2008, les analystes chinois observant l'UE s'inquiétaient d'une Europe qui défendait un rééquilibrage de la relation bilatérale. De nos jours, Pékin se retrouve face à un partenaire affaibli, miné par les divisions internes. Une situation dont Pékin tire un maximum de profit<sup>45</sup>.

La stratégie chinoise à l'égard de l'UE semble bien ciblée : elle offre à chaque pays les investissements dont il a vraiment besoin tout en évitant les institutions de l'UE<sup>46</sup>. L'incapacité de l'UE à se mettre d'accord sur une politique étrangère cohérente et les différends en cours entre les États membres ont conforté l'analyse chinoise quant à la perte d'importance des institutions européennes. Selon l'analyste chinois influent Feng Zhongping<sup>47</sup> : « *Bruxelles perd de son importance : nous devons retourner dans les capitales, qui prennent les décisions, parler aux États membres, même sur le commerce* »<sup>48</sup>.

### 2. ÉTAT DE LA SITUATION

Lors de la période qui suivit la crise économique de 2008, nous sommes passés d'une influence de l'Europe en Chine à l'influence de la Chine en Europe. Les investissements économiques majeurs de la Chine sont sujets à inquiétude dans de nombreuses études récentes. Ces dernières s'inquiètent d'une Chine qui s'offrirait par ce biais une certaine influence dans les affaires européennes et qui aurait une volonté d'affaiblir le projet d'intégration européenne. Le think tank Conseil européen des relations internationales dans un rapport publié en décembre 2018 estime que : « *sur des sujets allant de l'arbitrage commercial aux normes de télécommunications, en passant par les partenariats public-privé, la Chine cherche à faire avancer sa vision et ses standards* »<sup>49</sup>. Selon les auteurs François Godement et Abigaël Vasselier, Pékin estimerait que les règles et les normes de l'UE ne sont qu'un « obstacle temporaire, qui tombera de lui-même lorsque le processus de fragmentation européenne aura achevé son cours »<sup>50</sup>.

Les investissements de la Chine dans les économies des États membres de l'UE en difficulté ne se sont pas restreints à des rachats très médiatiques tels que le rachat du port du Pirée en Grèce, mais touchent une multitude de secteurs stratégiques. Ces derniers se sont fortement accentués alors que les mesures d'austérité économique sont devenues plus marquées. Plus particulièrement, ils ont ciblé les pays d'Europe centrale et de l'Est. La Chine met en avant son aptitude à compenser les capacités « limitées »

<sup>44</sup> Meudec O. (2017), « la Chine, talon d'Achille de l'Union européenne », ASIA FOCUS #32, IRIS, p.2.

<sup>45</sup> Heng-Lim, Y. (2015), « Perceptions chinoises d'une Europe en crise », *Critique internationale*, 69 (4), p.123.

<sup>46</sup> Garcia Herrero A. (2019), « Takeaways from Xi Jinping's visit to France and Italy and ideas for the EU-China summit », *Institut Bruegel*, <https://bit.ly/2W3Z4j6>.

<sup>47</sup> Vice-président de l'Institut chinois pour les relations internationales contemporaines, un institut affilié au Ministère chinois de la Sécurité de l'Etat.

<sup>48</sup> John Fox et François Godement, *A Power Audit of EU-China Relations*, ECFR, 2009, p.33.

<sup>49</sup> François Godement et Abigaël Vasselier (2018), *La Chine à nos portes Une stratégie pour l'Europe*, Odile Jacob, p.27.

<sup>50</sup> Ibidem.

de l'UE de supporter le développement de cette région après la crise<sup>51</sup>. C'est d'ailleurs lors de la crise de 2008 et de la période qui suivit que la Chine a investi fortement dans les infrastructures portuaires européennes. Ceci est clairement présenté dans la carte interactive créée par l'institut Jacques Delors<sup>52</sup>.

Durant la crise de la zone euro, la Chine s'est vue offrir la possibilité d'acheter des euro-obligations et d'investir dans certains projets d'infrastructures européens. En 2015, la Chine a annoncé sa volonté de contribuer au Fonds européen pour les investissements stratégiques (Plan Juncker). Après des mois de discussions entre les deux parties, l'UE et les autorités chinoises ont convenu que Pékin contribuerait au Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS) via son fonds Route de la soie, un fonds public. Cela signifie que la Chine devra respecter les mêmes règles que celles applicables aux investisseurs privés, et toutes les règles de l'UE en matière de marchés publics, de législation du travail ou de réglementation de l'environnement lorsqu'elle investit dans le cadre de ce programme<sup>53</sup>. La Chine est devenue le plus grand contributeur non européen à l'initiative lancée par la Commission européenne. Sa contribution s'élèverait à 10 milliards d'euros (sur les 375,5 milliards d'euros d'investissement mobilisé en 2018<sup>54</sup>)<sup>55</sup>.

Ceci est à mettre en perspective avec les contributions des États membres de l'UE : l'Allemagne (8 milliards d'euros), Espagne (1,5 milliard d'euros), France (8 milliards d'euros), Italie (8 milliards d'euros), Luxembourg (80 millions d'euros), Pologne (8 milliards d'euros), la Slovaquie (400 millions d'euros), la Bulgarie (100 millions d'euros) et le Royaume-Uni (6 milliards de livres sterling/environ 8,5 milliards d'euros) en 2015<sup>56</sup>.

## 2.1. SITUATION DE LA GRÈCE

Principale victime de la crise financière qui a affecté l'Europe en 2008, la Grèce a accueilli favorablement les investissements chinois, encouragés même par les institutions de prêt (Commission, Banque centrale européenne, FMI)<sup>57</sup>. En 2008, un accord fut signé entre l'État grec et COSCO (géant maritime appartenant à l'État chinois) pour accorder une concession de 30 ans quant à la gestion de deux terminaux du port commercial du Pirée, près d'Athènes, pour un montant de 490 millions d'euros (apparemment cinq fois plus que le prix du marché). Ceci a constitué l'une des actions commerciales les plus visibles de la Chine en Grèce<sup>58</sup>. Ce rachat coïncide avec un virage de la Grèce vers la Chine et une inscription d'Athènes dans le cadre de l'Initiative des *Nouvelles routes de la soie*<sup>59</sup>.

Tant les autres États membres que les États-Unis redoutent qu'une multiplication des investissements chinois en Grèce entraîne une réduction de son indépendance diplomatique. Ainsi, certains lient ces investissements chinois au veto grec, le 19 juin 2017, sur le communiqué européen dénonçant les violations répétées des droits de l'Homme en Chine, à l'occasion du Conseil de l'ONU sur les droits de l'Homme<sup>60</sup>.

<sup>51</sup> Thorsten B. et al. (2018), « Authoritarian Advance: Responding to China's Growing Political Influence in Europe », *GPPI* p.15.

<sup>52</sup> Map interactive de l'institut Jacques Delors, disponible sur : <https://bit.ly/2Hjr6z8>.

<sup>53</sup> Jorge Valero, « Brussels clears way for China to pour billions into Juncker Plan », *Euractiv*, avril 2016, <https://bit.ly/1Xv3oiD>.

<sup>54</sup> Banque européenne d'investissement, EFSI, <https://www.eib.org/fr/efsi/index.htm>.

<sup>55</sup> P. Le Corre (2018), « Chinese Investments in European Countries: Experiences and Lessons for the "Belt and Road" », *Brookings*, p.163.

<sup>56</sup> Commission européenne, Communiqué de presse : Plan d'investissement pour l'Europe : le Royaume-Uni va cofinancer des projets du FEIS à hauteur de 8,5 milliards d'euros environ, 2015, <https://bit.ly/2Q0TZTd>.

<sup>57</sup> Philippe Le Core (2018), « China's Rise as a Geoeconomic Influencer: Four European Case Studies », p.14.

<sup>58</sup> P. Le Corre (2018), « Chinese Investments in European Countries: Experiences and Lessons for the "Belt and Road" », *Brookings*, p.165.

<sup>59</sup> François Godement et Abigaël Vasselier (2018), *La Chine à nos portes Une stratégie pour l'Europe*, Odile Jacob, p.175.

<sup>60</sup> Adéa Guillot, « La Grèce est-elle le cheval de Troie de la Chine dans l'Union européenne », *Le Monde*, 07 septembre 2017, <https://lemde.fr/2YpiBbo>.

## 2.2. SITUATION DU PORTUGAL

Depuis 2004, le Portugal est engagé dans un « partenariat stratégique » avec la Chine<sup>61</sup>. La signature de cet accord marque d'ailleurs un changement dans la politique du Portugal. Ce dernier a fait, à de nombreuses reprises, état d'« intérêts nationaux spécifiques » pour devenir membre de la Banque asiatique d'investissements pour les infrastructures (le Portugal dispose de 0,3 % des voix). De plus, attirer les investissements chinois est devenu la priorité pour le Portugal<sup>62</sup>. La crise financière, qui a touché le pays entre 2008 et 2013, a été le catalyseur d'une offensive chinoise, Lisbonne ayant été contrainte, par ces créanciers extérieurs, de privatiser des actifs appartenant à l'État<sup>63</sup>. C'est dans le cadre des accords de sauvetage du Portugal que le pays a mis en place un programme de privatisation qui a récolté 9,2 milliards d'euros. Or, 45 % de ce montant provient d'achats par des entreprises chinoises. Depuis 2014, ces dernières ont investi au-delà des opportunités offertes par les programmes de privatisation<sup>64</sup>. À ce jour, les investissements chinois se chiffrent à 12 milliards d'euros, allant de l'énergie au transport, en passant par une présence significative dans les secteurs de l'assurance, de la santé, des services financiers, de l'immobilier et des médias<sup>65</sup>. Pékin peut ainsi espérer quelques concessions d'ordre politique. Pour la Chine, dépenser au total 11 milliards d'euros pour la dette du Portugal, comme l'ont avancé des journaux locaux, ne serait guère un sacrifice. Cela représente 0,5 % de ses réserves de change, qui ont atteint fin 2010 le montant record de 2 198 milliards d'euros, selon des chiffres publiés mardi 11 janvier 2011 par la Banque populaire de Chine<sup>66</sup>.

## 2.3. SITUATION DE L'ITALIE

L'Italie a approuvé un protocole d'entente sur les *Nouvelles routes de la soie* lors de la visite de Xi Jinping à la fin du mois de mars 2019. Ce protocole fixe le cadre pour des coopérations spécifiques mineures, des accords commerciaux ainsi que des investissements chinois dans le port de Trieste. Ceci coïncide avec la divulgation par les institutions européennes d'un ensemble de recommandations visant à renforcer la politique de l'UE vis-à-vis de la Chine<sup>67</sup>.

Ce rapprochement divise non seulement le gouvernement italien, mais aussi de nombreux États membres. Ces derniers craignent l'émergence d'un *piège de la dette*, où les États affaiblis économiquement deviennent incapables de payer leurs prêts d'investissement<sup>68</sup>. Premier pays du G-7 à signer un protocole d'entente sur l'initiative des Nouvelles routes de la soie, la participation de l'Italie représente un poids symbolique considérable pour la Chine. Au cours de la dernière décennie, la Chine a investi environ 23 milliards de dollars en l'Italie, ce qui en fait le troisième plus gros destinataire européen d'IDE chinois (derrière respectivement le Royaume-Uni et l'Allemagne)<sup>69</sup>.

## 2.4. COOPÉRATION 16+1

La coopération 16 +1 est la concrétisation d'une idée stratégique opportuniste. Les décideurs chinois ont compris que la crise économique de 2008 a créé un vide financier et des opportunités de développement dans la région d'Europe centrale et orientale et en ont profité. Les dirigeants ont souscrit à l'idée, empruntée à l'expérience de l'engagement de la Chine dans les pays en développement<sup>70</sup>. Elle annonça

<sup>61</sup> Philippe Le Corre, « China's Golden Era in Portugal », *The Diplomat*, novembre 2018 <https://bit.ly/2Kwwdfq>

<sup>62</sup> François Godement et Abigaël Vasselier (2018), *La Chine à nos portes Une stratégie pour l'Europe*, Odile Jacob, p.199.

<sup>63</sup> Philippe Le Corre (2018), « China's Rise as a Geoeconomic Influencer: Four European Case Studies », p.7.

<sup>64</sup> François Godement et Abigaël Vasselier (2018), *La Chine à nos portes Une stratégie pour l'Europe*, Odile Jacob, p.201.

<sup>65</sup> Philippe Le Corre, « China's Golden Era in Portugal », *The Diplomat*, novembre 2018 <https://bit.ly/2Kwwdfq>

<sup>66</sup> John Foley, « Pékin a tout intérêt à racheter de la dette portugaise et espagnole », *Le Monde*, janvier 2011, <https://lemde.fr/30fsVV7>.

<sup>67</sup> Mercy A. Kuo, « EU China Policy: Time to Toughen Up? Insights from Jonas Parello-Plesner », *The Diplomat*, avril 2019, <https://bit.ly/2WIV8Se>.

<sup>68</sup> Samuel Stolton et Gerardo Fortuna (2019), «EXCLUSIVE: Leaked memo reveals China's detailed plans in Italy», *Euractiv*, <https://bit.ly/2Q6TEi8>.

<sup>69</sup> Philippe Le Corre et Carlotta Alfonsi (2019), Italy's Risky China Gamble, *The Diplomat*, <https://bit.ly/2VVBQdWH>.

<sup>70</sup> Matura T. (2016), «Europe needs to take full advantage of the 16+1 cooperation and OBOR», *Friends of Europe*, <https://bit.ly/2YqJ6Y>

l'initiative en 2012 comme un format de coopération avec 16 pays d'Europe centrale et orientale. Ceci au même moment où la Chine tente d'accroître son influence vis-à-vis de ces mêmes États<sup>71</sup>. Les sommets annuels tentent d'accroître la coopération sur les projets d'infrastructures entre la Chine et les pays participants. Ces réunions ont entraîné des spéculations tant à Bruxelles que dans divers États membres. L'Union européenne s'avère suspicieuse vis-à-vis de l'initiative 16 +1. Elle a l'impression que la Chine s'emploie depuis plusieurs années à la diviser en développant des groupes d'États (indépendamment de Bruxelles)<sup>72</sup>.

Les relations économiques de Pékin avec les 16 membres sont extrêmement asymétriques. Outre les considérations économiques (y compris un lien avec les nouvelles routes de la soie), l'euphorie initiale s'est maintenant diluée parmi les États membres de cette initiative. Certains États membres de l'UE comme la Pologne sont devenus plus sceptiques quant aux avantages et aux risques liés à ce cadre. D'autres, comme le gouvernement hongrois d'Orban et la République tchèque dirigée par le président Zeman, gardent l'espoir d'obtenir des gains politiques et économiques majeurs<sup>73</sup>.

L'influence engendrée par les investissements chinois dans les pays d'Europe centrale et orientale est limitée par les moyens économiques dont dispose l'Europe. Les investissements chinois constituent certes un complément et renforcent la volonté d'affirmation de ces États vis-à-vis de Bruxelles. Cependant, ils restent dérisoires, comparés aux fonds structurels et d'investissement de l'UE et les conditions d'investissement chinois sont nettement moins intéressantes que celles de la Banque européenne d'investissement<sup>74</sup>.

### 3. CONCLUSION

---

Bien que les investissements chinois aient contribué à la croissance dans de nombreuses économies, ces derniers négligent la durabilité financière et socio-économique. Ceci entraîne des risques de transfert de contrôle d'éléments stratégiques (notamment les structures portuaires). Ceci pourrait à long terme compromettre les efforts liés à la promotion d'une bonne gouvernance économique et sociale dans le cadre européen<sup>75</sup>.

Le scepticisme persiste quant aux objectifs chinois et aux avantages pour les États membres de soutenir son avancée mondiale. À long terme, les États membres seraient mieux servis en s'alignant sur le reste de l'Europe au lieu de la diviser davantage. Les motivations économiques à court terme ne peuvent fournir une justification valable à la recherche d'un partenariat spécifique avec la Chine. Comme la Commission européenne l'a écrit dans sa récente *Perspective stratégique sur l'Union européenne et la Chine*, seule une Europe unie peut équilibrer l'effet de levier de la Chine et faire en sorte que ses relations servent les intérêts respectifs<sup>76</sup>.

**« Powers such as China and Russia are constantly trying to test and undermine the unity of the European Union. Individual states or groups are tested with sticks and carrots to see whether they want to remain in the community that is the European Union or whether they can be detached from it. It is one thing, however, when possible rivals and competitors, sometimes even opponents, try to do this. But we expect our friends and partners to respect or, better still, support the common ground that the European Union represents. »**  
-Sigmar Gabriel<sup>77</sup>

<sup>71</sup> Stanzel A. et al. (2016), « China's investment in Influence: The Future of 16+1 Cooperation », ECFR, p.1, <https://bit.ly/2Q3prjI>.

<sup>72</sup> Eckman A. (dir.) et al. (2018), « Étude de l'IFRI : la France face aux nouvelles routes de la soie chinoises », IFRI, p.59.

<sup>73</sup> Gehrke T. (2019), « Redefining the EU-China economic partnership: beyond reciprocity lies strategy », Institut Egmont, p.3.

<sup>74</sup> Jasmina B. (2018), « The Final Link: The Future of the Belt and Road Initiative in Europe Q&A with Andrew Small », Project 2049, <https://bit.ly/2Q0TdFN>.

<sup>75</sup> Commission européenne et la Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, « European Commission contribution to the European Council EU-China – A strategic outlook », 12/03/2019, <https://bit.ly/2J7AwRd>.

<sup>76</sup> Philippe Le Corre et Carlotta Alfonsi (2019), Op.cit.

<sup>77</sup> Discours de Sigmar Gabriel, ministre des Affaires étrangères allemand, à la conférence de Munich sur la sécurité 17 février 2018, <https://bit.ly/2VoHG4h>.



## III. NOUVELLE APPROCHE EUROPÉENNE

### 1. PRÉAMBULE

L'interdépendance économique n'est pas neutre et les échanges économiques peuvent générer des asymétries dans lesquelles les relations de pouvoir dominant. Ceci invite les États à exercer de l'influence politique ou stratégique. Or, elle est loin la période post-guerre froide, où l'Europe croyait en sa capacité à amener la Chine à devenir davantage « comme nous »<sup>78</sup>.

Les investissements chinois en Europe sont de plus en plus sujets à inquiétudes. L'influence de Pékin sur ses entreprises suscite de nombreuses préoccupations en matière de sécurité économique. Ces préoccupations se concentrent sur les infrastructures critiques et la sécurité nationale. Cependant, bien que l'UE reconnaisse à juste titre ces risques, elle est divisée de manière alarmante quant à la réponse à apporter. L'opportunisme politique de court terme de ses États membres constitue un éternel handicap<sup>79</sup>. Les divergences entre les États membres de l'Union européenne sont avant tout le fruit des crispations économiques liées à l'octroi du statut d'économie de marché à la Chine. Durement frappés tant économiquement que politiquement par la crise économique de 2008 de nombreux États membres craignent les conséquences d'une entrée sans restriction de la Chine sur le marché unique européen<sup>80</sup>.

Assurer une stratégie européenne unique vis-à-vis de la Chine est crucial. Ceci est d'ailleurs mis en exergue par le ministre allemand des Affaires étrangères Sigmar Gabriel : *Si nous ne parvenons pas à développer une stratégie unique envers la Chine, la Chine réussira à diviser l'Europe*.<sup>81</sup> Alors que l'Union européenne se trouve coincée entre une Chine montante et un Président américain extrêmement sceptique quant à son utilité ; il est crucial pour l'Europe de se réformer<sup>82</sup>. L'Europe doit réformer ses politiques afin de renforcer sa résilience et d'établir un partenariat réellement équilibré avec la Chine<sup>83</sup>. Nous pouvons dès lors noter que les États membres sont devenus plus réalistes ; abandonnant leurs illusions, et changeant de paradigme<sup>84</sup>.

**« Si nous ne parvenons pas à développer une stratégie unique envers la Chine, la Chine réussira à diviser l'Europe. »**

**-Sigmar Gabriel<sup>85</sup>**

### 2. CHANGEMENT DE PARADIGME

La dernière décennie a connu un tournant silencieux, mais considérable. Durant cette décennie, tant le mythe de la convergence que celui de la corne d'abondance se sont dissipés. Le mythe de la convergence avait marqué la période post-guerre froide. Il synthétisait les espoirs européens de transformer la Chine de l'intérieur. Le mythe de la corne d'abondance, extrêmement bref, symbolisait les

<sup>78</sup> Thorsten B., & al. (2018), «Authoritarian Advance: Responding to China's Growing Political Influence in Europe», *GPPI*, p.5.

<sup>79</sup> Gehrke T. (2019), «Redefining the EU-China economic partnership: beyond reciprocity lies strategy», *Institut Egmont*.

<sup>80</sup> Small A. (2019), «Why Europe Is Getting Tough on China And What It Means for Washington», *Foreign Affairs*, <https://fam.ag/2YynDm1>.

<sup>81</sup> Sven B. (2019), «The EU, the US and China: a middle way to approach the Middle Kingdom», *Institut Egmont*, <https://bit.ly/2Fd7VGa>.

<sup>82</sup> François Godement (2019), «Europe's China Backlash», *Institut Montaigne*, disponible sur <https://bit.ly/2Herpty>.

<sup>83</sup> Gehrke T. (2019), «Redefining the EU-China economic partnership: beyond reciprocity lies strategy», *Institut Egmont*.

<sup>84</sup> François Godement et Abigaël Vasselier (2018), *La Chine à nos portes Une stratégie pour l'Europe*, Odile Jacob, p.21.

<sup>85</sup> Sven B. (2019), «The EU, the US and China: a middle way to approach the Middle Kingdom», *Institut Egmont*, <https://bit.ly/2Fd7VGa>.

espoirs engendrés par les promesses d'investissements et de contribution des autorités chinoises. Ces espoirs se sont effondrés quand les États membres ont pris conscience de leurs répercussions<sup>86</sup>.

Malgré une nette divergence de points de vue sur la Chine au sein des États membres, la politique bilatérale de l'Union européenne a connu un durcissement<sup>87</sup>. Selon M. Wiegand<sup>88</sup> : « *Il y a un débat public dans beaucoup, sinon tous les États membres sur la relation bilatérale avec un niveau de réalisme significatif* », et « *pas seulement des espoirs et des attentes naïves* »<sup>89</sup>. Les États d'Europe centrale, désabusés par le manque de retombées économiques, coordonnent désormais bien plus étroitement le cadre des 16 +1 avec l'Union européenne<sup>90</sup>.

### 3. POSITION DES INSTITUTIONS

---

#### 3.1. LE PARLEMENT EUROPÉEN

Le Parlement s'est illustré en défendant un principe de fermeté dans les relations commerciales avec la Chine. Par le biais d'une résolution, il a initié le débat en faveur d'un dispositif de contrôle des investissements étrangers. Dispositifs que la Commission a finalement mis en œuvre, comme nous décrivons ci-dessous<sup>91</sup>. Le Parlement européen a adopté une mesure permettant d'appliquer des droits de douane plus élevés en cas de distorsions significatives par rapport aux règles du marché dans un pays<sup>92</sup>. Cette mesure est implicitement dirigée à l'encontre de la Chine, dans le débat lié à l'octroi du statut d'économie de marché à Pékin.

#### 3.2. LA COMMISSION EUROPÉENNE

La relation bilatérale UE-Chine fait face à un important degré de frustration après des années d'engagement et probablement même de la colère face à la manière dont la Chine applique une approche pays par pays, qui contourne les institutions de l'UE. En 2016, la Commission a présenté une approche bien plus réaliste et un plaidoyer européen pour une plus grande cohésion dans sa publication : *Element on a new strategy on China*. Cette publication a marqué la transformation de la stratégie de la Commission vis-à-vis de la Chine.<sup>93</sup>

La dernière communication de la Commission (et du SEAE) propose aux États membres 10 actions ayant pour but non pas de changer la Chine, mais de modifier les politiques européennes. C'est une révolution copernicienne qu'opère l'Europe : au lieu d'engager la Chine et de plaider en faveur d'un changement de comportement, la Commission suggère à l'Europe de changer de cap et d'adopter un ensemble de politiques défensives robustes, dont certaines auront un effet, quelle que soit la réponse de la Chine. C'est donc une révision fondamentale de l'approche européenne de sa relation bilatérale qui a marqué le mois de mars 2019. Cette révision est si importante (du moins dans sa rhétorique) que certains observateurs l'ont décrit comme une révolution<sup>94</sup>.

Cette nouvelle stratégie, présentée le 12 mars 2019 dans l'ombre des visites État du Président chinois Xi Jinping (*UE-Chine — une perspective stratégique*) ; emploie un vocable inédit pour l'Europe. Elle

---

<sup>86</sup> Abigaël Vasselier et François Godement (2017), *China at the gates: A new power audit of EU-China relations*, ECFR, p.10.

<sup>87</sup> Jasmina B. (2018), « The Final Link: The Future of the Belt and Road Initiative in Europe Q&A with Andrew Small », *Project 2049*, <https://bit.ly/2Q0TdFN>.

<sup>88</sup> Directeur général pour l'Asie et le Pacifique au Service européen pour l'action extérieure

<sup>89</sup> Jorge Valero, « EU urges China to progress on demands to dispel "frustration" », *Euractiv*, mars 2019, <https://bit.ly/2Vwgky9>.

<sup>90</sup> Jasmina B. (2018), « The Final Link: The Future of the Belt and Road Initiative in Europe Q&A with Andrew Small », *Project 2049*, <https://bit.ly/2Q0TdFN>.

<sup>91</sup> Saarela A., *Les relations entre l'Union européenne et la Chine : une nouvelle ère de coopération stratégique plus étendue ?*, Parlement européen : Département thématique relations extérieures, juillet 2018, p.13, <https://bit.ly/2XsXapS>.

<sup>92</sup> Gabriel Gresillon, « L'Europe adopte sa parade face au dumping chinois », *Les Echos*, décembre 2017, <https://bit.ly/2ERscjY>.

<sup>93</sup> Saarela A., *Les relations entre l'Union européenne et la Chine : une nouvelle ère de coopération stratégique plus étendue ?*, Parlement européen : Département thématique relations extérieures, juillet 2018, p.16, <https://bit.ly/2XsXapS>.

<sup>94</sup> Sven B. (2019), « The EU, the US and China: a middle way to approach the Middle Kingdom », *Institut Egmont*, <https://bit.ly/2Fd7VGa>.



présente ainsi la Chine comme un : *concurrent économique dans la poursuite du leadership technologique et un rival systémique promouvant un modèle alternatif de gouvernance*<sup>95</sup>. L'objectif de cette stratégie est de *rendre l'Union européenne suffisamment forte, non pas pour affronter la Chine, mais plutôt pour la repousser là où nous le devons, tout en coopérant dès que nous le pouvons*<sup>96</sup>.

### 3.2.1. INSTRUMENT DE CONTRÔLE DES INVESTISSEMENTS

L'Union européenne a pendant longtemps adopté une approche passive concernant les investissements étrangers. Jusqu'en 2016, les États membres résistaient à tous changements, même modestes, qui renforceraient les instruments de défense commerciale de l'Union européenne. L'idée d'un instrument européen de contrôle des investissements représentait encore un anathème pour la plupart des dirigeants européens. Cette passivité peut s'expliquer selon les facteurs suivants : compétition entre États membres pour accueillir les IDE chinois, des sensibilités différentes vis-à-vis de la liberté de commerce (utilisée habilement par Pékin), un manque de clarté quant aux compétences (toutefois clarifié par le Traité de Lisbonne de 2009) et finalement l'incapacité tant des États membres que de l'UE d'identifier les technologies stratégiques<sup>97</sup>.

Toutefois, l'Union européenne prit conscience en 2016 de l'importance de mettre en place un outil de contrôle. Ceci en raison de deux éléments : le renversement de la tendance vis-à-vis des IDE (tel qu'expliqué plus haut) et le ciblage d'entreprises de hautes technologies (notamment le cas emblématique de l'entreprise allemande Kuka). Ceci a poussé les autorités allemandes à unir leurs efforts, notamment avec la France, pour établir une réponse européenne. La Chancelière allemande de l'époque annonçant vouloir veiller à ce que leur ouverture aux IDE ne soit pas utilisée comme : « *une passerelle au profit des intérêts industriels d'autres pays* »<sup>98</sup>.

C'est une reconnaissance implicite des lacunes du droit de la concurrence de l'UE : les clauses anti-subsidations s'appliquent davantage aux subventions intracommunautaires qu'à celles originaires d'autres pays. La future législation devra traiter des *effets de distorsion liée aux entreprises étatiques et aux financements étatiques*<sup>99</sup>.

Ce n'est toutefois qu'après deux années d'âpres négociations qu'un processus permettant la coordination du contrôle des investissements commence à voir le jour. Ce dernier cible les investissements en fonction des menaces qu'elles poseraient à la sécurité nationale<sup>100</sup>. Il est entré en application en avril 2019 et sera entièrement mis en œuvre à partir de novembre 2020. Cet outil puissant devrait permettre d'identifier et d'adresser collectivement les « menaces » relatives à l'ordre public et à la sécurité économique future, posée par les acquisitions dans des secteurs sensibles. Il devrait permettre d'accroître la prise de conscience en ce qui concerne les IDE dans de tels secteurs<sup>101</sup>.

Cependant, ce nouveau règlement respecte le principe de subsidiarité et la souveraineté stricte des États membres. Il fixe juste des principes communs, applicables aux réglementations des États membres. Ces derniers restent responsables du filtrage et de la prise de décision. La Commission est cependant compétente pour les projets d'intérêt communautaire (en lien avec les infrastructures et les technologies critiques et majoritairement financées par les institutions).<sup>102</sup> Au centre de ce règlement se trouve un mécanisme de coopération. Ce dernier est mis en œuvre selon trois cas de figure :

1. Notification à la Commission et aux autres États membres de tout IDE sur leur territoire qui fait l'objet d'un filtrage (information mutuelle vis-à-vis du déclenchement d'une procédure de filtrage)

<sup>95</sup> Godement F. (2019), «Europe's China Backlash, China Global Investment Tracker», *Institut Montaigne*, <https://bit.ly/2Herpty>.

<sup>96</sup> Sven B. (2019), «The EU, the US and China: a middle way to approach the Middle Kingdom», *Institut Egmont*, <https://bit.ly/2Fd7VGa>.

<sup>97</sup> Eric-andré Martin (2019), L'Union européenne va-t-elle se Laisser acheter ? Le filtrage des investissements étrangers en Europe, *IFRI*, p.16.

<sup>98</sup> Ibidem.

<sup>99</sup> François Godement (2019), «Europe facing China : a Copernican revolution», *institut Montaigne*, <https://bit.ly/2JpeUQl>.

<sup>100</sup> Small A. (2019), «Why Europe Is Getting Tough on China And What It Means for Washington», *Foreign Affairs*, <https://fam.ag/2YynDm1>.

<sup>101</sup> European Commission (2019), *European Commission contribution to the European Council EU-China – A strategic outlook*, p.10.

<sup>102</sup> Eric-andré Martin (2019), «L'Union Européenne va-t-elle se Laisser acheter ? Le filtrage des investissements étrangers en Europe», *IFRI*, p.24.

2. Dispositif de coopération concernant les IDE ne faisant pas l'objet d'un filtrage (permet aux États membres d'adresser ses préoccupations concernant un IDE prévu dans un autre État membre, ne faisant pas l'objet de filtrage, mais susceptible de porter atteinte à sa sécurité ou à l'ordre public)
3. IDE susceptible de porter atteinte à des projets ou des programmes présentant un intérêt pour l'Union. (la Commission peut émettre un avis à l'attention d'un État membre vis-à-vis d'un IDE prévu ou réalisé, qui porterait atteinte à des projets/programmes présentant un intérêt pour l'Union européenne pour des motifs de sécurité ou d'ordre public)

De plus, l'application concrète de ce mécanisme risque de s'avérer compliquée. Les institutions européennes sont confrontées à un manque crucial en termes de ressources humaines et de renseignements. Elles dépendent strictement des informations fournies par les États membres.<sup>103</sup> Ce partage d'informations relatives aux investissements étrangers représente d'ailleurs le seul élément obligatoire de ce mécanisme. Ceci peut amener à une vérification et une analyse fournies par la Commission européenne. Cependant, il n'y a aucune obligation attachée à ce qui se déroule après l'analyse. Les orientations et recommandations de la Commission européenne pourraient donner lieu à un débat avec chaque État membre si nécessaire, toutefois les recommandations de la Commission européenne n'auront pas de portée contraignante<sup>104</sup>.

Malgré les limitations soulevées ci-dessus, la mise en œuvre d'un tel mécanisme illustre une prise de conscience et d'une adaptation de l'UE face aux enjeux majeurs liés à sa prospérité et à sa compétitivité<sup>105</sup>.

---

<sup>103</sup> John Fox et François Godement (2017), *China at the gates: A new power audit of EU-China relations*, ECFR, p.55.

<sup>104</sup> Ibidem.

<sup>105</sup> Eric-andré Martin (2019), «L'Union européenne va-t-elle se Laisser acheter ? Le filtrage des investissements étrangers en Europe», *IFRI*, p.7.

# CONCLUSION

Le virage réaliste de l'Europe est le résultat de plus en plus d'oppositions et de critiques face aux investissements chinois. L'actualité récente nous démontre une volonté claire de l'Europe de réinstaurer une relation équilibrée avec la puissance chinoise.

C'est d'ailleurs dans ce cadre que l'Europe a contredit un certain nombre de reproches : lenteur, inefficacité, ou encore son parti pris globaliste. L'enjeu de 2018 pour l'Europe fut l'adoption d'une réglementation commune concernant les investissements et surtout les moyens de la mettre en œuvre pays par pays<sup>106</sup>. Face à une montée en puissance de la Chine et des risques que cette dernière pose, l'Union européenne ne constitue pas le problème, mais bien la solution. Elle est l'unique moyen qui permet aux États membres d'acquérir une position d'équité avec la Chine. Cependant, l'Europe devra assurer la mise en œuvre de trois mesures correctrices urgentes à court terme, afin d'éviter une remise en question de son modèle.

- Mesure 1 : Assurer une relation plus symétrique, et établir un cadre correct pour les investissements

C'est une nécessité absolue si l'Europe veut éviter de reproduire ce qui s'est passé après l'admission de la Chine à l'OMC en 2001. L'Europe s'est scrupuleusement ouverte alors que la Chine commençait à s'isoler. Cette fois-ci, les Européens ne peuvent pas se permettre une route à sens unique qui entraînerait une absorption des technologies par la Chine, tandis que les Européens se voient refuser l'accès au marché chinois. Concéder des marchés publics à des fabricants chinois en Europe sans réciprocité serait un suicide économique<sup>107</sup>.

- Mesure 2 : Assurer une convergence vers le haut

L'Europe devrait prioriser une convergence à la hausse de la Chine. Une convergence vers ses normes commerciales, notamment en matière d'ouverture aux investissements. L'applicabilité d'un test de l'avantage net dans le contexte européen (méthode employée par le Canada qui permet d'intégrer des considérations économiques dans l'analyse des investissements) mérite d'être débattue. L'Europe devrait intensifier ses pressions pour résoudre des problèmes d'accès de longue date au marché chinois ; mettre en place un régime efficace et transparent qui analyse les risques que peuvent poser les acquisitions étrangères ; explorer de nouvelles voies pour une politique de la concurrence prenant en compte les asymétries dans l'accès aux marchés<sup>108</sup>.

- Mesure 3 : Remplacer la dispersion par une stratégie commune

La version européenne du fameux dilemme du prisonnier<sup>109</sup> doit prendre fin. Les États membres de l'UE doivent partager plus efficacement la responsabilité vis-à-vis de la protection des intérêts européens dans des domaines sensibles. Ils doivent assurer un contrôle plus approfondi et commun et non à l'échelle des États membres<sup>110</sup>. Face à l'attrait des investissements chinois, il est nécessaire pour Bruxelles de mettre en avant que les institutions constituent encore le plus grand investisseur au sein de l'Union européenne et de sa périphérie. De plus, ces investissements sont dans la grande majorité des cas, bien plus attrayants. Cependant, l'Union européenne doit également s'assurer que les

<sup>106</sup> François Godement et Abigaël Vasselier (2018), *La Chine à nos portes. Une stratégie pour l'Europe*, Odile Jacob, p.12.

<sup>107</sup> John Fox et François Godement (2017), *China at the gates: A new power audit of EU-China relations*, ECFR, p.91.

<sup>108</sup> Thilo Hanemann & Mikko Huotari (2018), «EU-China FDI: working towards reciprocity in investment relations», *Rhodium Group et Mercator Institute for China Studies*, p.22.

<sup>109</sup> Situation en théorie des jeux où deux joueurs auraient intérêt à coopérer, mais où, en l'absence de communication, chacun choisira de trahir l'autre si le jeu n'est joué qu'une fois. En effet, si l'un coopère et que l'autre trahit, le coopérateur est fortement pénalisé.

<sup>110</sup> John Fox et François Godement (2017), *China at the gates: A new power audit of EU-China relations*, ECFR, p.91.

investissements des Nouvelles routes de la soie dans sa périphérie s'alignent avec ses propres intérêts. Cela inclut la possibilité pour les pays tiers d'évaluer, de surveiller et de préparer correctement des projets d'infrastructure à grande échelle, y compris ceux financés par la Chine<sup>111</sup>.

Le message est clair : la relation avec Pékin n'est plus exactement *business as usual*. Les Européens doivent rester unis et défendre une approche réaliste alors que Pékin joue souvent les pays les uns contre les autres (Sud contre Nord ; Est contre Ouest). Les États membres doivent mettre de côté leurs intérêts à court terme et adopter une vision globale. L'empreinte économique croissante de la Chine en Europe ne signifie pas que les entreprises privées chinoises fournissent le meilleur rapport qualité-prix ; mais bien une utilisation des entreprises étatiques chinoises et de leur empreinte économique pour exercer une influence politique. C'est une méthode que la Chine utilise en Asie, en Afrique et ailleurs. Quelles que soient leurs querelles, les capitales européennes réticentes doivent comprendre qu'il faut cesser de voir la Chine à travers une lentille économique. Cette dernière est animée par un objectif stratégique à long terme visant à affirmer son influence économique, mais également militaire et politique<sup>112</sup>.

L'Europe doit concentrer son action sur les aspects suivants : pratiques commerciales déloyales ; investissements stratégiques et pratiques qui compromettent la sécurité européenne ; influence indue sur la prise de décision publique et les médias ; et respect des règles européennes et de l'unité<sup>113</sup>. Bruxelles doit assurer une réciprocité dans l'accès aux marchés publics et aux investissements. Un élément d'autant plus prioritaire en raison du large déficit commercial et de l'envolée des investissements chinois, principalement en Europe de l'Ouest<sup>114</sup>.

La Commission Juncker qui est sur le point de partir, si souvent accusée de négliger les intérêts européens lorsque les États membres eux-mêmes adoptent trop fréquemment des vues opportunistes et à court terme, établit un agenda réaliste pour faire face à la concurrence chinoise. Cet agenda mérite un soutien clair de la part des États membres autant que des acteurs socio-économiques européens et devrait servir de base au programme de ses successeurs<sup>115</sup>.

---

<sup>111</sup> Thorsten B., & al. (2018), «Authoritarian Advance: Responding to China's Growing Political Influence in Europe», *GPPI*, p.41.

<sup>112</sup> Harry Nedelcu (2019), «China and EU: From partners to competitors», *Euroactiv*, <https://bit.ly/2VsjX3g>

<sup>113</sup> Ibidem.

<sup>114</sup> John Fox et François Godement (2017), *China at the gates: A new power audit of EU-China relations*, ECFR, p.14

<sup>115</sup> Godement F. (2019), «Europe facing China: a Copernican revolution», *Institut Montaigne*, <https://bit.ly/2JpeUQI>.

# BIBLIOGRAPHIE

## OUVRAGES

---

- Alice Eckman, *La Chine dans le monde*, Paris, CNRS, 2018, p.272.
- John Fox & François Godement, *A Power Audit of EU-China Relations*, ECFR, 2009, p.115.
- François Godement & Abigaël Vasselier, *China at the gates: a new power audit of EU-China relations*, ECFR, 2017, p.128.
- François Godement & Abigaël Vasselier, *La Chine à nos portes : Une stratégie pour l'Europe*, Paris, Odile Jacob, 2018, p.240.

## ARTICLES

---

- Adéa Guillot, « La Grèce est-elle le cheval de Troie de la Chine dans l'Union européenne », *Le Monde*, 07/09/2017, <https://lemde.fr/2YpiBbo>.
- Jason Horowitz & Liz Alderman, « Chastised by E.U., a Resentful Greece Embraces China's Cash and Interests », *The New York Times*, 08/2017, <https://nyti.ms/2C8ZCaD>.
- Alkman Granitsas et Costas Paris, « Chinese Transform Greek Port, Winning Over Critics », *The Wall Street Journal*, 11/2014, <https://on.wsj.com/2HisNeL>.
- John Foley, « Pékin a tout intérêt à racheter de la dette portugaise et espagnole », *Le Monde*, 01/2011, <https://lemde.fr/30fsVV7>.
- Joao Lima, « The Ex-Global Superpower Enjoying China's Rise », *Bloomberg*, 05/2018, <https://bloom.bg/2YlumPW>.
- Laurens Cerulus & Jakob Hanke, « Enter the dragon », *Politico*, 04/2017, <https://politi.co/2Hk8EoU>
- Philippe Le Corre, « What China's checkbook diplomacy means for Europe: The Asian superpower is poised to divide and rule Europe », *Politico*, 11/2016, <https://politi.co/2VwYETa>.
- Philippe Le Corre, « China's Golden Era in Portugal », *The Diplomat*, 11/2018 <https://bit.ly/2Kwwdfq>.
- Philippe Le Corre & Carlotta Alfonsi, « Italy's Risky China Gamble », *The Diplomat*, 03/2019, <https://bit.ly/2VBQdWH>.
- Mattis Jim. (2018), « resignation letter », <https://bit.ly/2W4nLMi>.
- Mercy A. Kuo, « EU China Policy: Time to Toughen Up? Insights from Jonas Parelló-Plesner », *The Diplomat*, 04/2019, <https://bit.ly/2WIV8Se>.
- Discours de Sigmar Gabriel, ministre des Affaires étrangères allemand, à la conférence de Munich sur la sécurité, 17/02/2018, <https://bit.ly/2VoHG4h>.

- Samuel Stolton, « Commission pursues “bilateral and multilateral cooperation” with China as MEPs express deep concern », *Euractiv*, 03/2019, <https://bit.ly/2Hqa01s>.
- Samuel Stolton & Gerardo Fortuna, «EXCLUSIVE: Leaked memo reveals China’s detailed plans in Italy», *Euractiv*, 03/2019, <https://bit.ly/2Q6TEi8>.
- «Gaining wisdom, marching forward Chinese investment, and influence, in Europe is growing», *The Economist*, 10/2018, <https://econ.st/2A0lqW2>.
- Shannon Tiezzi, «Can China Save Greece – and the EU? China’s premier is in Europe just as the Greek debt crisis comes to a head», *The Diplomat*, 06/2015, <https://bit.ly/2VzgNPZ>.
- Jorge Valero, «Brussels clears way for China to pour billions into Juncker Plan», *Euractiv*, 04/2016, <https://bit.ly/1Xv3oiD>.
- Jorge Valero, «EU urges China to progress on demands to dispel “frustration”», *Euroactiv*, 03/2019, <https://bit.ly/2Vwgky9>.
- Nikolia Apostolu, «China’s economic lifeline for Greece tangles political relations with EU», *Washington times*, 03/2018, <https://bit.ly/2LAX7qj>.

## THINK TANK

---

- Baltensperger M. & Dadush U. (2019), « The Belt and Road Turns Five. », Bruegel Policy Contribution, *Institut Bruegel*, p.15, <https://bit.ly/2wD5BTB>.
- Sven B. (2019), «The EU, the US and China: a middle way to approach the Middle Kingdom», *Institut Egmont*, <https://bit.ly/2Fd7VGa>.
- Jasmina B. (2018), «The Final Link: The Future of the Belt and Road Initiative in Europe Q&A with Andrew Small», *Project 2049*, <https://bit.ly/2Q0TdFN>.
- Crookes Paul Irwin (2019), «Achieving cooperation through connectivity in EU-China relations: the BRI and beyond», *Friends of Europe*, <https://bit.ly/2vX5guK>
- Stanley C., Fraser C. & Axel B. (2005), «EPC working paper, EU-China relations, Towards a Strategic Partnership», *EPC*, p.50, <https://bit.ly/2Z4AhJE>.
- Duchâtel M. (2019), «China Trends #1 – The Long and Winding Road to an EU-China Investment Treaty», *institut Montaigne*, <https://bit.ly/2JKmnbT>.
- Duchâtel M. & Stanzel A. (2018), «Europe’s China vetoes», *ECFR*, <https://bit.ly/2QJNwev>.
- Eckman A. (dir.) & al. (2018), «Étude de l’IFRI : la France face aux nouvelles routes de la soie chinoises», *IFRI*, p.149, <https://bit.ly/2DMR9gh>.
- European Chamber of Commerce in China (2017), «China manufacturing 2025: Putting industrial policy ahead of market forces», <https://bit.ly/2HiaMi0>.
- Fléchet G. (2017), «La Chine trace les nouvelles routes de la soie», *CNRS le Journal*, <https://bit.ly/2GRTLf3>.
- Garcia Herrero A. & Xu J. (2016), «China’s Belt and Road initiative: can Europe expect trade gains? », working paper, *Institut Bruegel*, p.20, <https://bit.ly/2sgftmR>.

- Garcia Herrero A. (2019), «Takeaways from Xi Jinping's visit to France and Italy and ideas for the EU-China summit», *Institut Bruegel*, <https://bit.ly/2W3Z4j6>.
- Gehrke T. (2019), «Redefining the EU-China economic partnership: beyond reciprocity lies strategy», *Institut Egmont*, p.8, <https://bit.ly/2QRGxl3>.
- Neena Gill (2018), «It's time for a united Europe to stand up to China», *Friends of Europe*, <https://bit.ly/2Vwjou9>.
- Giovanni Grevi (2017), «From presence to influence: new patterns for the US and China? », *Royal Institute Elcano*, <https://bit.ly/2HiMBjE>.
- Godement F. (2019), «Europe facing China: a Copernican revolution», *Institut Montaigne*, <https://bit.ly/2JpeUQI>.
- Godement F. (2019), «Europe's China Backlash, China Global Investment Tracker», *Institut Montaigne*, <https://bit.ly/2Herpty>.
- Godement F. & Lazar M. (2019), «China and Europe: Divorce Italian Style? The Cross-Analysis of François Godement and Marc Lazar», *Institut Montaigne*, <https://bit.ly/2WFj60A>.
- Gustaaf Geeraerts (2018), « The EU and China: Modest signs of convergence? », *Institut Egmont*, p.5. <https://bit.ly/2Q15FWH>.
- Thilo Hanemann & Mikko Huotari (2018), «EU-China FDI: working towards reciprocity in investment relations», *Rhodium Group et Mercator Institute for China Studies*, p.44, <https://bit.ly/2Fazkss>.
- Thilo Hanemann & Rosen Daniel H. (2012), «China Invests in Europe Patterns, Impacts and Policy Implications», *Rhodium Group*, p.105, <https://bit.ly/2WLpxm5>.
- Heng-Lim, Y. (2015), «Perceptions chinoises d'une Europe en crise», *Critique internationale*, 69 (4), pp.121-131.
- Herrero G., K.C. Kwok, Xiangdong L., Summers T. & Yansheng Z. (2017), «EU-China Economic Relations to 2025: Joint Report», *Brueghel, Chatham House, China center for international economic exchanges et l'Université Chinoise de Hong Kong*.
- Inotai, A. (2013), «Economic relations between the European Union and China», *L'Europe en Formation*, 370 (4), 47-84.
- Karásková I., & al. (2018), «Central Europe for Sale: The Politics of China's Influence», *National Endowment for democracy*, p.38, <https://bit.ly/2HhSTjn>.
- Philippe Le Core (2017), «China: Xi Jinping's 2021 Countdown BLOG», *Institut Montaigne*, <https://bit.ly/2ZaJakS>.
- Philippe Le Core (2017), «Chinese Investments in European Countries: Experiences and Lessons for the 'Belt and Road' Initiative», *Institut Brookings*, <https://bit.ly/2QPSrw3>.
- Philippe Le Core (2018), «China's Rise as a Geoeconomic Influencer: Four European Case Studies», p.50, <https://bit.ly/2HYd1Yj>.
- Philippe Le Core & Sepulchre A. (2016), «China abroad: The long march to Europe», *Brooking*, <https://brook.gs/2HkA11Z>.



- M. Eric-André (2019), «Études de l'Ifri : L'Union européenne va-t-elle se laisser acheter ? Le filtrage des investissements étrangers en Europe», *IFRI*, p.46, <https://bit.ly/31mhWtl>.
- Matura T. (2016), «Europe needs to take full advantage of the 16+1 cooperation and OBOR», *Friends of Europe*, <https://bit.ly/2YqIJ6Y>
- MCBride J. (2018), «Is 'Made in China 2025' a Threat to Global Trade? », CFR Backgrounder, *CFR*.
- Meudec O. (2017), «la Chine, talon d'Achille de l'Union européenne», *ASIA FOCUS #32*, *IRIS*, p.13.
- Sophie Meunier, «A Faustian bargain or just a good bargain? Chinese foreign direct investment and politics in Europe», *Asia Europe Journal*, *Springer*, vol. 12 (1), mars 2014.
- Otero-Iglesias M. (2014), «The euro for China: too big to fail and too hard to rescue», *Royal Institute elcano*, <https://bit.ly/2VzrhyN>.
- Seaman J., Huotari M. & Otero-Iglesias M. (2017), « Chinese Investment in Europe A Country-Level Approach », ETNC Report, *ETNC*, p.172, <https://bit.ly/30fYM8f>.
- Shambaugh D. (2007), «The 'China Honeymoon' is Over», *Brooking institution*, <https://brook.gs/2Q3pM5Y>.
- Shixue J. (2013), «Chinese investment in the EU: a win-win game», A view from China, *EPC*. p.3, <https://bit.ly/2JAWdy1>.
- Small A. (2019), «Why Europe Is Getting Tough on China And What It Means for Washington», *Foreign Affairs*, <https://fam.ag/2YynDm1>.
- Stanzel A. & al. (2016), «China's investment in Influence: The Future of 16+1 Cooperation», *ECFR*, <https://bit.ly/2Q3prjl>.
- Steil B. & Della Rocca B. (2019), «Belt and Road Tracker», *CFR*, <https://on.cfr.org/2VZwfVf>.
- Thorsten B., & al. (2018), «Authoritarian Advance: Responding to China's Growing Political Influence in Europe», *GPPI*, p.53.
- Jost Wübbecke et al., «MADE IN CHINA 2025 The making of a high-tech superpower and consequences for industrial countries», *Institut Mercator pour l'étude de la Chine*, décembre 2016, <https://bit.ly/2VC62bR>.

## DOCUMENTS INSTITUTIONNELS

---

- Altamaier P., *National Industrie strategie 2030*, ministère fédéral allemand de l'Economie, 06/02/2019, <https://bit.ly/2lkHXkl>.
- Banque européenne d'investissement, EFSI, <https://www.eib.org/fr/efsi/index.htm>
- Commission européenne, *Communication from the Commission to the Council and the European parliament EU – China: Closer partners, growing responsibilities*, 24/10/2006, <https://bit.ly/2Zd5jPt>.
- Commission européenne, *EU-China: Commission adopts new strategy for a maturing partnership*, 10/09/2003, <https://bit.ly/2QPG2lh>.
- Commission européenne, *Country Strategy Paper China 2007–2013, 2013*, <https://bit.ly/2HWL4jn>.



- Commission européenne, Communiqué de presse : Plan d'investissement pour l'Europe : le Royaume-Uni va cofinancer des projets du FEIS à hauteur de 8,5 milliards d'euros environ, 2015, <https://bit.ly/2Q0TZTd>.
- Commission européenne et la Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, *Communication conjointe au parlement européen et au Conseil : Éléments pour une nouvelle stratégie de l'UE à l'égard de la Chine*, 22/06/2016, <https://bit.ly/2XxmkDK>.
- Commission européenne, Press release: State of the Union 2017 – Trade Package: European Commission proposes framework for screening of foreign direct investments, 2017, <https://bit.ly/2skiZwQ>.
- Commission européenne et la Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, *“European Commission contribution to the European Council EU-China – A strategic outlook”*, 12/03/2019, <https://bit.ly/2J7AwRd>.
- Service de recherche du parlement européen, *Briefing : China, the 16+1 format and the EU*, septembre 2018, <https://bit.ly/2CVQrPh>.
- La haute représentante de l'union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (2019), *Communication conjointe au parlement européen, au Conseil européen et au Conseil sur les relations UE-Chine – Une vision stratégique*, 12/03/2019, <https://bit.ly/2WMfuNz>.
- Saarela A., *Les relations entre l'Union européenne et la Chine : une nouvelle ère de coopération stratégique plus étendue ?*, Parlement européen : Département thématique relations extérieures, juillet 2018, <https://bit.ly/2XsXapS>.
- SEAE, *EU-China 2020 Strategic Agenda for Cooperation*, 23/11/2013, <https://bit.ly/2WjhnNx>.
- Service de recherche du parlement européen, *foreign direct investment screening : a debate in light of China-EU FDI flows*, Briefing, mai 2017, <https://bit.ly/2xsfeXJ>.

*Cette publication électronique peut à tout moment être améliorée  
par vos remarques et suggestions. N'hésitez pas à nous contacter pour nous en faire part.*

# POUR LA SOLIDARITÉ - PLS

*Fondé par l'économiste belge Denis Stokkink en 2002, POUR LA SOLIDARITÉ - PLS est un European think & do tank indépendant engagé en faveur d'une Europe solidaire et durable.*

*POUR LA SOLIDARITÉ se mobilise pour défendre et consolider le modèle social européen, subtil équilibre entre développement économique et justice sociale. Son équipe multiculturelle et pluridisciplinaire œuvre dans l'espace public aux côtés des entreprises, des pouvoirs publics et des organisations de la société civile avec comme devise : Comprendre pour Agir.*

## ACTIVITÉS

---

POUR LA SOLIDARITÉ – PLS met ses compétences en recherche, conseil, coordination de projets européens et organisation d'événements au service de tous les acteurs socioéconomiques.

### Le laboratoire d'idées et d'actions **POUR LA SOLIDARITÉ – PLS**

1

**Mène des travaux de recherche et d'analyse** de haute qualité pour sensibiliser sur les enjeux sociétaux et offrir de nouvelles perspectives de réflexion. Les publications POUR LA SOLIDARITÉ regroupées en sein de trois collections « Cahiers », « Notes d'Analyse », « Études & Dossiers » sont consultables sur [www.pourlasolidarite.eu](http://www.pourlasolidarite.eu) et disponibles en version papier.

2

**Conseille, forme et accompagne** sur les enjeux européens en matière de lobbying et de financements.

3

**Conçoit et réalise des projets transnationaux** en coopération avec l'ensemble de ses partenaires européens.

4

**Organise des conférences** qui rassemblent dirigeant/e/s, expert/e/s européen/ne/s, acteurs de terrain et offrent un lieu de débat convivial sur l'avenir de l'Europe solidaire et durable.

# THÉMATIQUES

---

**POUR LA SOLIDARITÉ – PLS** inscrit ses activités au cœur de cinq axes thématiques :



## OBSERVATOIRES EUROPÉENS

---

**POUR LA SOLIDARITÉ – PLS** réalise une veille européenne thématique et recense de multiples ressources documentaires (textes officiels, bonnes pratiques, acteurs et actualités) consultables via ses quatre observatoires européens :

- [www.ess-europe.eu](http://www.ess-europe.eu)
- [www.transition-europe.eu](http://www.transition-europe.eu)
- [www.diversite-europe.eu](http://www.diversite-europe.eu)
- [www.participation-citoyenne.eu](http://www.participation-citoyenne.eu)

# COLLECTIONS POUR LA SOLIDARITÉ - PLS

Sous la direction de Denis Stokkink

## NOTES D'ANALYSE - *Éclairages sur des enjeux d'actualité*

---

- *Réfugié.e.s LGBTQI+ : les enjeux de la protection internationale*, Safia FALEK, juin 2019.
- *Politique migratoire européenne : de l'asile à l'expulsion ?* Anaïs LUNEAU, juin 2019.
- *La technologie blockchain : une opportunité pour l'économie sociale ?* Marion PIGNEL, juin 2019.
- *Le rôle du Parlement européen dans la conduite des relations extérieures*, Safia FALEK mai 2019.
- *Du Plan Juncker à InvestEU : les enjeux pour l'économie sociale*, Hadrien BARANGER, mai 2019.
- *L'UE et ses valeurs : mariage de convenance ou divorce en perspective ?* Lorelei DEBAISIEUX, mai 2019.
- *Un programme mondial pour le développement durable*, Camille JOSEPH, mai 2019.
- *Déficit démocratique : un défi pour l'Europe !* Anaïs LUNEAU, avril 2019.
- *L'Europe sociale : un enjeu de responsabilité collective !* Anaïs LUNEAU, février 2019.
- *Budget européen 2021 - 2027 : à la hauteur de l'Europe de demain ?* Marie SCHULLER, janvier 2019.
- *Genre et espaces publics : Des villes pour toutes et tous*, Pauline BAUMANN, janvier 2019.
- *Travailleurs détachés : regard critique sur la révision de la directive européenne*. Eugénie DELZENNE, sept. 2018.
- *Détachement des conducteurs : en route vers l'Europe sociale ?* Eugénie DELZENNE, septembre 2018.

## CAHIERS - *Résultats de recherches comparatives européennes*

---

- *Vers une économie circulaire en Europe*. Anna-Lena REBAUD, septembre 2017.
- *Face aux nouvelles formes d'emploi, quelles réponses au plan européen ?* PLS & SMart, n°36, juin 2017.
- *Économie sociale, secteur culturel et créatif : vers une nouvelle forme d'entrepreneuriat social en France*. PLS & SMart, n°35, mai 2015.
- *Économie sociale, secteur culturel et créatif : vers une nouvelle forme d'entrepreneuriat social en Wallonie*. PLS & SMart, n°34, mai 2015.
- *Le budget participatif : un outil de citoyenneté active au service des communes*. Céline Brandeleer, n°33, octobre 2014.
- *La Transition : un enjeu économique et social pour la Wallonie*. Sanjin Plakalo, n°32, mars 2013.

## ÉTUDES & DOSSIERS - *Analyses et réflexions sur des sujets innovants*

---

- *Les travailleurs autonomes en Europe : action collective et représentation d'intérêts*, Pascale CHARHON, juin 2019.
- *Enseignement et formation professionnelle en alternance : Vers une filière d'excellence*, Marie SCHULLER, décembre 2018.
- *Politiques de prévention à Bruxelles : Historique et besoins en formation*, Marie SCHULLER, septembre 2018.
- *Les Régions ultrapériphériques : défis et perspectives*, Paul HAMMOUD, Antoine MASQUELIN, Tristan THOMAS, février 2018.
- *Finance et bien-être, une réflexion participative*. Marie Leprêtre, décembre 2016.
- *Pour l'intégration en apprentissage des jeunes vulnérables*. Sanjin Plakalo, décembre 2016.
- *La participation des travailleurs au sein des entreprises*. Denis Stokkink, novembre 2016.

Toutes les publications **POUR LA SOLIDARITÉ - PLS** sur [www.pourlasolidarite.eu](http://www.pourlasolidarite.eu)

# Participation citoyenne

*POUR LA SOLIDARITÉ – PLS mène des initiatives plurielles pour renforcer la démocratie participative, la participation citoyenne à la vie politique, l'intégration des personnes immigrées ou d'origine immigrée, la lutte contre les discriminations. En guise de fil conducteur, POUR LA SOLIDARITÉ-PLS opte pour des activités qui, de manière directe ou indirecte, motivent les habitant-e-s de tout État européen à devenir acteur et actrice de cette citoyenneté européenne afin d'instaurer un plus large dialogue entre les pouvoirs publics, la société civile et les entreprises et ainsi bâtir à l'horizon 2020 une Union européenne inclusive.*

**Collection « Notes d'analyse » dirigée par Denis Stokkink**

[www.pourlasolidarite.eu](http://www.pourlasolidarite.eu)

Avec le soutien de

